

## Anticiper les nouvelles menaces :

### Au-delà du combat

Chef de bataillon Cyrille Caron  
Collège interarmées de défense  
promotion « maréchal Lyautey »

**« Le conflit sera gagné par l'adhésion de la population, non par la destruction de l'ennemi<sup>1</sup>. » Cette redéfinition des buts de guerre en Afghanistan par le général McChrystal, commandant la force de l'OTAN, marque un tournant majeur dans la guerre contre insurrectionnelle, en ce qu'elle sous-tend l'impuissance des armées occidentales à vaincre un ennemi inférieur en nombre et dépourvu de toute technologie. Si cette forme de renoncement réaliste affectera durablement la puissance militaire et politique des nations occidentales dans le présent siècle, consacrant de nouveaux pôles d'équilibres géopolitiques, les Européens comme les Américains disposent cependant d'outils nouveaux afin de comprendre les conflits asymétriques et anticiper les crises. Les services de renseignements publics comme les agences d'intelligence privées doivent désormais être considérés comme le vecteur le plus discret et le plus efficace d'influence politique.**

« Pour autant qu'ils aient la mobilité, la sécurité, le temps et la doctrine, la victoire reviendra aux insurgés, car les facteurs algébriques sont finalement décisifs et contre eux la perfection des moyens et la lutte des esprits restent vaines<sup>2</sup>. » Le théoricien et praticien de la guerre insurrectionnelle que fut le colonel Lawrence, qui inspira les réflexions du général Giap comme celles de Liddell Hart pour ses travaux sur les approches indirectes de la stratégie, semble convaincu de l'inéluctable défaite d'une armée régulière face à ces formes de combat déstabilisantes que constitue la guerre asymétrique.

« Petite guerre », insurrection, rébellion, guérilla ou terrorisme, les formes de cette lutte sont multiples, à tel point qu'il semble difficile de livrer une définition de l'asymétrie. Est-ce une forme nouvelle de conflit ou un procédé ressurgi du fond des manuels d'Histoire pour s'opposer aux ambitions contemporaines des armées où la technologie est un gage de puissance ? Car l'embuscade, le harcèlement, le rapt ou les frappes aveugles contre des cibles civiles sont des moyens de combat que toutes les civilisations, de toutes les époques, ont employés. Résistance espagnole aux armées de Napoléon en 1806 ou destruction de Carthage

---

<sup>1</sup> *ISAF commander's counterinsurgency guidance*, général (US army) Stanley A. McChrystal, août 2009.

<sup>2</sup> Sir Thomas Edward Lawrence, *"the Evolution of a revolt"*, *Army quarterly and defence journal*, octobre 1920.

par Rome avant l'entrée d'Hannibal dans la capitale de l'Empire forment des procédés asymétriques. Cependant, l'Histoire récente et l'actualité livrent le sentiment que ces engagements militaires prennent une acuité particulière : péninsule indochinoise, Algérie, territoires palestiniens, Liban, Iraq, Afghanistan sont les exemples archétypiques de guerres où des armées puissantes ont été mises à mal, voire défaites, par des adversaires perçus comme faibles car peu structurés ou mal armés. Ainsi, des engagements de cette nature semblent constituer la matrice de la guerre dans l'environnement de violence diffuse du XXI<sup>e</sup> siècle, au point d'orienter de façon exclusive les choix de doctrine, d'entraînement et d'équipements militaires occidentaux vers la lutte contre insurrectionnelle. Mais la question de la victoire tactique se pose avec force à l'aune des exemples passés et des engagements actuels : est-elle possible face à un adversaire irrégulier ? Constitue-t-elle une illusion stratégique qui consacre une forme d'impuissance militaire des forces occidentales face aux défis sécuritaires du nouveau siècle, dont l'impact politique à terme est encore mal perçu ? Ou la capacité à infliger malgré tout des revers militaires aux insurgés ne doit-elle pas être accompagnée, voire précédée d'un projet politique novateur à destination des territoires en faillite étatique, porté par une capacité d'influence affirmée sans complexe ?

La forme elle-même de ces guerres non conventionnelles dicte la réponse : les armées ne peuvent vaincre un adversaire pour qui la victoire n'est pas synonyme de maîtrise du terrain ou de destruction de troupes, mais s'inscrit dans des logiques psychologiques et sociétales. Le propre de la guerre asymétrique est de prendre le contre-pied culturel de nos sociétés, cartésiennes et avides d'information, ancrées dans l'immédiateté de l'événement et sans profondeur de champ pour la lutte. Le paradoxe ultime de cette guerre est que l'adversaire ne peut lui non plus vaincre par ses moyens militaires qui restent limités. Ainsi lorsque nous croyons imposer le silence à ses armes, il fait parler notre faiblesse : le soulagement de ne plus consacrer d'effort financier et humain pour une guerre extérieure toujours longue, qui conduit inéluctablement à la recherche de partenaires politiques pour une paix rapide. A la notion de *end state* se substitue insensiblement celle de *end date*, dont l'impérieuse nécessité est le plus souvent dictée par des considérations de politique intérieure.

L'étude de ces formes de violence sociale contemporaines conduit à la conclusion que les moyens militaires ne peuvent imposer seuls une paix par ailleurs insaisissable. Mais les Etats ne sont pas totalement démunis et livrés à la fatalité : ils disposent depuis le siècle dernier d'instruments perfectionnés de lutte clandestine et d'influence politique, qui dans une action combinée aux armées conventionnelles, peut permettre un rétablissement du rapport de forces psychologique. Cependant, la capacité des moyens ne peut se substituer à l'essentiel : la volonté politique de les employer, que précèdent toujours la conscience collective du danger, la vision éclairée des élites et la perception eschatologique de sa propre finitude, comme homme, comme pays, comme culture.

\*\*\*

## Des violences résurgentes

Le siècle qui commence, comme les dernières années du précédent, donnent une impression diffuse de violence incontrôlée, non réglementée, dont les objectifs semblent échapper à toute logique. Guerres civiles, guerres privées, guerres irrégulières ont fait voler en éclats les chimères de paix durable que la sanctuarisation des territoires européens et américains depuis la Seconde guerre mondiale pouvait entretenir.

Cependant, alors que le nombre des engagements des armées occidentales est en augmentation permanente, le sentiment de guerre au sein des sociétés européennes n'est pas prégnant. Car les conflits au sein desquels interviennent nos forces sont d'une nature inédite et d'intensité irrégulière, quoique souvent peu élevée. En fait, la nature de la guerre semble s'être modifiée en profondeur : « l'essentiel de la violence internationale ne repose plus aujourd'hui sur l'emploi des forces conventionnelles, mais sur l'expression plus ou moins coordonnée, plus ou moins organisée de violences sociales de toute nature. Ces violences ont la caractéristique d'être manipulées par des acteurs infra étatiques, d'être plus ou moins liées à des mouvements sociaux et d'exprimer la plupart du temps la faiblesse institutionnelle des Etats au sein desquels elles s'exercent (...) On comprendra que la « menace » se déplace des Etats vers les sociétés<sup>3</sup>. »

Ces formes de violence, mettant aux prises les populations avec les armées, ou obligeant celles-ci à évoluer au milieu de celles-là, trouvent leur origine dans deux facteurs majeurs qui ont marqué l'Histoire sociale et politique des décennies précédentes :

- la décolonisation, d'une part, a fait apparaître des acteurs supplémentaires sur la scène internationale, dont l'économie de rente coloniale peine à assumer sa transition vers l'économie de marché. Ces Etats restent ainsi à de faibles niveaux de développement propres à fragiliser leurs structures sociales. De plus, la faiblesse de l'Etat de droit a conduit à la résurgence de tensions internes et de confiscation des revenus par des groupes d'intérêts privés utilisant la violence ou la générant, consacrant ainsi la faillite étatique. Dans ce cadre, le terrorisme apparaît comme une forme particulière de violence infra étatique, un mode d'action de la guerre subversive : plutôt que d'attaquer l'Etat par le sommet, celui-ci est coupé de sa base par des actions violentes contre les cadres administratifs ou représentants de l'autorité publique, afin de lui faire perdre tout crédit aux yeux de sa population. Le terrorisme neutralise l'Etat à défaut de le détruire, en particulier s'il s'agit de structures de gouvernement mises en place par une armée d'occupation ;

- l'émergence d'une démocratie d'opinion dans les Etats occidentaux, d'autre part, du fait de la libéralisation des médias et de la très forte diffusion des informations, en temps réel aujourd'hui par Internet. Les opinions sont ainsi devenues particulièrement vulnérables aux phénomènes violents, qu'ils soient d'origine terroriste ou qu'ils touchent les forces armées nationales. Ils ont de ce fait un impact immédiat sur les choix politiques et militaires. Par ailleurs, cette médiatisation des sociétés s'est accompagnée d'une intrusion de la justice dans le domaine militaire, multipliant les règles d'engagement et responsabilisant au sens pénal l'action individuelle du soldat<sup>4</sup>. Une des conséquences de cette épée de Damoclès judiciaire réside dans la limitation de la liberté d'action du chef, contraint d'élaborer sa manœuvre en sachant qu'elle sera rendue publique aussitôt engagée, et qu'il devra rendre compte de toute erreur commise, de toute vie menacée. « Le regard acéré des médias conditionne aujourd'hui

---

<sup>3</sup> Bernard Badie, entretien au Monde.fr, 25 août 2007.

<sup>4</sup> Le nouveau statut des militaires français fait exception dans ce domaine, puisqu'il déresponsabilise les soldats s'ils agissent dans le cadre des opérations militaires, dans le respect des lois de la guerre. Mais d'autres nations européennes, dont l'Allemagne, n'ont pas adopté cette mesure de protection judiciaire.

dans une large mesure la manière de mener des guerres. Le chef n'est plus seulement responsable de ses décisions devant ses hommes, il l'est devant l'humanité toute entière. La vraie 'asymétrie' résulte donc davantage de l'évolution de la société que des méthodes de combat<sup>5</sup>. »

L'évolution constatée des formes d'affrontements ne suffit pas, en effet, à définir les guerres asymétriques qui caractérisent notre temps. Trouvent-elles leur singularité dans leurs objectifs ou dans leurs méthodes ? L'encyclopédie militaire américaine<sup>6</sup> définit l'asymétrie comme l'emploi de moyens tactiques pour atteindre des objectifs stratégiques. Souvent adoptée, cette définition est cependant insuffisante, car elle ne permet pas de distinguer l'asymétrie des approches indirectes, souvent motivées par des déséquilibres capacitaires entre les adversaires. L'asymétrie est avant tout à rechercher dans les objectifs poursuivis : « Les approches asymétriques recherchent un effet psychologique, un choc ou la désorientation, qui affecte l'initiative, la volonté ou la liberté d'action d'un adversaire (...) Elles peuvent être appliquées à tous les niveaux de guerre et à travers tout le spectre des actions militaires<sup>7</sup>. »

Ainsi, la faible structuration souvent constatée des milices, bandes armées ou guérillas, qui par ailleurs constitue pour elles un facteur de force, ne doit pas masquer la violence et la radicalité des buts du combat, qui s'inscrivent dans la continuité entre la politique et la guerre. L'asymétrie s'inscrit dans la tradition de la pensée aristotélicienne, que Machiavel et Clausewitz ont théorisée à leur tour. Le fait politique, qui motive l'action insurrectionnelle ou terroriste, ne doit pas toujours être compris selon des normes cartésiennes, mais peut s'inscrire dans un plan général de déstabilisation de l'action des Etats, à travers leurs réseaux de communication (par l'introduction de virus informatiques, tel *Conficker*, qui aurait paralysé des logiciels militaires français, affectant des systèmes d'armes des *Rafale* de l'aéronavale en avril 2009) ou leurs approvisionnements en matières premières. A cet égard, la volatilité des marchés financiers et leur réactivité aux variations de coût des énergies fossiles constituent une vulnérabilité majeure pour nos sociétés industrielles, comme pour les puissances émergentes. Car les cours des énergies restent en grande partie dépendants de la sécurité des sites d'extraction et des routes d'acheminement.

La guerre irrégulière, qu'elle soit autonome dans ses revendications et ses approvisionnements, ou qu'elle devienne le bras armé indirect d'autres Etats qui la soutiennent, dispose de moyens militaires et de propagande et reste motivée par une volonté politique. L'association de moyens et de volonté constitue une menace, au sens étymologique, contre un pays, une culture, une économie. Devant son caractère déstabilisant, les réactions possibles sont limitées, et l'action militaire souvent impuissante.

---

<sup>5</sup> Jacques Baud, *La guerre asymétrique ou la défaite du vainqueur*, éditions du Rocher, 2003.

<sup>6</sup> Edition 2000.

<sup>7</sup> *Joint strategy review*, Washington DC, Chief of Joint staff, US army, 1999.

## L'impuissance militaire

« Le principe de la guerre moderne consiste à rechercher l'armée ennemie, le centre de sa puissance et la détruire au combat<sup>8</sup>. » Lorsque Lawrence énonce ce principe, il met immédiatement en lumière son inadaptation à la contre insurrection, que les combats contemporains d'Iraq et d'Afghanistan viennent confirmer.

Parmi les niveaux d'analyse<sup>9</sup> que Lawrence a développés pour caractériser la guerre irrégulière, l'algébrique lui apparaît comme déterminant. Il implique le volume de troupes que l'adversaire devra déployer pour tenter de vaincre une guérilla. Car occuper et pacifier un territoire demande une présence permanente en chaque point de celui-ci pour le contrôler, c'est-à-dire réagir à chaque mouvement identifié de la rébellion, contrer toute attaque si faible soit-elle, montrer à toute la population d'un territoire l'autorité représentée par son armée. Cette présence militaire ne peut bien entendu être obtenue de façon immédiate et l'extension de la zone contrôlée constitue en soi un but de guerre. En Algérie, entre 1954 et 1962, la France a ainsi engagé près d'un demi-million de soldats dans ses trois anciens départements. Les nouvelles techniques d'information et de communication (NTIC) permettent aujourd'hui de pallier en partie la question des effectifs en multipliant les capteurs et les capacités à traiter simultanément plusieurs informations tactiques, donc à orienter la force et à gagner en efficacité. Mais en aucun cas elles ne peuvent perturber des systèmes de communications clandestins ni remplacer l'effet psychologique produit par la présence d'une section dans un village.

Le rapport entre le volume de troupes et l'espace à occuper est une des clés du rapport de forces, plus psychologique que militaire, entre les deux adversaires, régulier et irrégulier. Les deux parties en présence emploient de petites unités, d'une articulation quasi-atomique, afin de gagner en mobilité. « La somme fournie par les combattants individuels est au moins égale au produit d'un système composé<sup>10</sup>. » Si pour la guérilla cet ordre de bataille témoigne d'une optique résolument offensive, qui vise à épuiser l'armée adverse par le nombre d'actions simultanées, la force régulière l'emploie dans un autre objectif. Car le combat en détachements interarmes vise surtout à occuper le terrain, à démultiplier ses capteurs et ses possibilités d'action. Bref, à éviter de constituer une masse militaire qui viendrait à se couper de son environnement. Dans une guerre irrégulière, le danger pour une force ne vient pas de la dispersion, mais du regroupement<sup>11</sup>.

Car la guerre irrégulière ne se caractérise pas par le contact entre deux forces, mais par l'éloignement. Le milieu doit être pour la force régulière un obstacle, une zone d'insécurité qui restreint sa manœuvre et sa liberté d'action. De là l'importance pour les insurgés de mener des attaques contre les flux logistiques de la force (convois, routes, voies ferrées, dépôts), afin qu'elle perde sa capacité à durer, donc à se déployer dans un espace étranger et hostile. La population est aussi partie intégrante de ce milieu, à la fois physique et humain et

---

<sup>8</sup> Sir Thomas Edward Lawrence, *op. cit.*

<sup>9</sup> Lawrence a énoncé trois niveaux : biologique (capacité à épuiser l'armée adverse plutôt qu'à la détruire), psychologique (croire en sa victoire) et algébrique (le nombre de combattants engagés pour vaincre une rébellion).

<sup>10</sup> Sir Thomas Edward Lawrence, *op. cit.*

<sup>11</sup> Cette notion doit cependant prendre en compte la notion de masse minimale critique, variable selon les engagements, en dessous de laquelle la force offre davantage de vulnérabilités à l'adversaire qu'elle ne tire d'avantages tactiques.

constitue un enjeu du combat,<sup>12</sup> à la fois vivier de recrutement pour la guérilla autant que source d'approvisionnement et objet politique pour la puissance occupante. Il s'agit donc d'une guerre contre la motivation de l'adversaire, où le lien social entre les soldats, et entre les soldats et la société civile (« l'arrière ») prend une importance particulière. Cette dernière renvoie à la légitimité ressentie de l'action militaire menée en terre lointaine, tandis que le lien entre les soldats constitue la force morale première d'une unité. Or, le travail en petits niveaux interarmes, regroupant des personnels de provenance et de cultures professionnelles différentes, conduit à altérer le lien tactique. Dans la conception occidentale, le régiment est en effet, par son identité et sa force d'attraction, un creuset social en même temps que le garant d'une unicité d'entraînement. De la même façon, mener une action résolument offensive constitue un facteur puissant de maintien du moral de la force, plutôt que d'adopter une attitude de réaction offrant l'initiative aux insurgés. Il faut donc définir des objectifs tactiques adaptés à la force, qui doivent être quantifiables afin que la progression tactique puisse être mesurable. Cette notion de mesure et de comparaison constitue autant un facteur de moral pour la force qu'un argument à destination de l'adversaire et de la société civile. Cependant, vouloir atteindre des objectifs tactiques signifie en premier lieu mobiliser des moyens, en particulier humains. C'est le défi majeur de la guerre asymétrique.

Occuper le terrain, affirmer sa présence et imprimer sa marque sur un territoire et une population demande des effectifs nombreux. La doctrine française fixe les rapports de force théoriques à 1 militaire pour 50 habitants, ou 20 militaires pour 1 rebelle. Très difficilement atteints<sup>13</sup>, de tels ratios exigent désormais de combattre en coalitions d'Etats, ce qui pose un problème d'une autre nature : les restrictions d'engagements de troupes (*caveat*), répondant la plupart du temps à des préoccupations de politique intérieure. Multiplier les troupes débarquées peut alors s'obtenir en changeant la structure de certaines unités : les Britanniques ont ainsi pour habitude de désarmer les unités d'appui (artillerie et génie) autant que de besoin pour les transformer en unités d'infanterie. La France adopte quant à elle le concept de troupes *Proterre*, visant à constituer des compagnies de marche à partir de tous types d'unités (hors infanterie), en vue d'accomplir des missions de sauvegarde la plupart du temps. Dans les deux cas, la transformation d'unités demande un entraînement spécifique qui ne les rend pas aptes au combat dans de brefs délais. De plus, leur armement de dotation reste sous dimensionné par rapport à celui d'une compagnie d'infanterie, en particulier pour ce qui concerne les armes collectives et antichars. Or, ces dernières sont celles qui permettent d'imposer sa force et de prendre un ascendant immédiat lors d'un engagement, car elles assurent l'appui aux combattants débarqués et la destruction à longue distance des postes de combat adverse.

Au danger de la dilution des hommes répond celui de la dilution des moyens et des objectifs. Les armements des armées régulières sont conçus pour un emploi coordonné, voire groupé. Ils deviennent vulnérables dès qu'ils sont isolés, particulièrement si les combats ont lieu en milieu urbain, qui cloisonne les unités, leur fait perdre le contact entre elles, donc désorganise la coordination des actions, et les contraint à des engagements à courte portée<sup>14</sup>. Ainsi en juillet 2006, les Israéliens ont perdus entre 30 et 50 chars *Merkava* en deux semaines

---

<sup>12</sup> Particulièrement dans le cas des doctrines contemporaines de « three blocks war » : coercition, stabilisation, assistance.

<sup>13</sup> Les guerres de contre-guérilla menées en Algérie par l'armée française et en Colombie par l'armée nationale sont les seuls exemples où ces rapports de force ont été respectés, avec cependant des succès tactiques inégaux.

<sup>14</sup> *Comment vaincre une guérilla en zone urbaine ?*, étude du Cours supérieur d'état-major, 121<sup>e</sup> promotion, 2008.

d'opérations au sud Liban. A contrario, le Hezbollah s'est employé à tirer sur le territoire d'Israël des roquettes *Katioucha*, préférées aux obus de mortiers pour la dispersion possible des postes de tir et pour leur trajectoire non balistique, qui rendait la détection des départs de coup impossible par les radars d'artillerie<sup>15</sup>.

L'ensemble de ces moyens de combat répond à une quête que Lawrence a énoncée plus haut : la recherche et la destruction de la source de puissance de l'ennemi, son centre de gravité. Or, si les armées régulières sont établies sur des principes « réseaucentriques », le point fort s'identifiant le plus souvent à une capacité matérielle ou à une unicité de commandement, les guérillas, les insurrections ou les groupes terroristes sont structurés de façon totalement opposée<sup>16</sup>. Le centre de gravité est multiple, tout est fondamental, mais rien n'est déterminant. Qu'une capacité vienne à être altérée (capacité de diffusion de la propagande par exemple) et le combat peut se poursuivre selon une autre logique, mettant en scène un autre centre de gravité (la mobilité des combattants). Si un groupe perd son chef ou son artificier, un autre groupe peut frapper d'autres cibles. Dans le cas de la guérilla des Talibans en Afghanistan, le centre de gravité a été assimilé aux liens qui unissent les combattants à la population, ce qui explique la volonté du général McChrystal à agir prioritairement sur cette dernière. Mais le centre de gravité pourrait également être les relations ambivalentes des Talibans avec les services spéciaux d'Islamabad, le refuge dont ils disposent dans les zones tribales du Pakistan ou les revenus considérables que leur procure la culture du pavot et son exportation dans le monde entier, par l'intermédiaire de réseaux qui dépassent le cadre et l'implication des paysans d'Asie centrale.

Face à de tels adversaires, une armée ne peut combattre selon ses règles traditionnelles, car elle ne peut se fixer d'objectifs, tant ils sont nombreux et fuyants. De fait, elle doit repenser la nature des objectifs qu'elle se fixe. En effet, la notion même de victoire est bouleversée : si une armée régulière recherche la destruction de moyens de combats (moyens matériels et quantifiables) pour un retour au *statu quo ante* sur le plan sécuritaire au moins, une force irrégulière n'a pour seul objectif que d'empêcher la victoire de son adversaire. Qui ne perd pas gagne, quels que furent les objectifs initiaux des forces en présence. Ainsi, au facteur matériel comme critère de réussite se substitue une notion morale : la détermination personnelle à résister. Elle se fonde sur l'appartenance culturelle à une communauté politique (le communisme international), religieuse (la communauté des croyants, l'*Oumma*) ou sur une détermination identitaire centrée sur un territoire (Tigres tamouls par exemple). Dès lors, une opération militaire ne vise plus exclusivement un succès tactique, mais la création de martyrs, c'est-à-dire un succès psychologique. Quelles armes peuvent le contrer ?

---

<sup>15</sup> Général Etienne Copel, « Israël a-t-il perdu la guerre ? », Revue pour l'intelligence du monde, novembre-décembre 2006.

<sup>16</sup> Théorie de la guerre de quatrième génération développée par le colonel Hammes (USMC), cité par le Major Ronald Ruiters, « *Bellum reductio : répétition des anciennes erreurs ?* », Journal de l'armée du Canada, été 2005.

## Le paradoxe de l'asymétrie

S'il est admis qu'une force régulière ou irrégulière peut obtenir un succès militaire dans un espace-temps limité (contrôle d'une ville, d'une vallée, destruction de caches d'armes ou de dépôts logistiques), la victoire tactique définitive semble impossible pour chacune des *deux parties*. Elle impose donc un transfert de la guerre dans la sphère de l'information et de la psychologie (« l'infosphère »). Pour l'ennemi asymétrique, il peut s'agir d'attaques contre des cibles civiles (terrorisme) ou de la médiatisation d'un succès tactique limité (embuscade, attaque contre un navire, tenue d'un point caractéristique du terrain). Dans les deux cas, l'objectif est d'atteindre la résilience de la société adverse, sa capacité à supporter des pertes humaines et à augmenter malgré tous ses efforts militaires. Dans des démocraties d'opinion, cette capacité trouve rapidement ses limites, d'autant plus vite atteintes que le contingent militaire engagé est constitué de conscrits (comme ce fut le cas lors de la guerre du Vietnam). Car il s'agit dans la plupart des cas d'une guerre extérieure, dont l'objectif ne paraît pas immédiatement vital pour les citoyens de la métropole. Cette problématique de la perception est cruciale, car elle engage la capacité à endurer des efforts, humains, politiques et financiers et à les consacrer dans la durée.

La question du coût de la guerre est déterminante et induite en grande partie par le facteur algébrique de Lawrence. Le maintien de troupes toujours plus nombreuses et d'équipements sophistiqués sur un théâtre d'opérations éloigné de la métropole se traduit inéluctablement par un endettement des Etats et une perte de points de PIB pour ces derniers, donc de compétitivité sur la scène internationale<sup>17</sup>. Des investissements doivent être reportés, des dépenses sociales peuvent être diminuées, au risque de voir un électorat s'opposer aux dirigeants politiques. La question du coût financier fut une des causes qui conduisirent le général de Gaulle à vouloir mettre un terme à la guerre d'Algérie, afin de mener une politique de modernisation de l'industrie et de la Défense, en particulier par le développement d'une aviation de chasse et d'un corps de bataille modernes ainsi que de la dissuasion nucléaire.

Le basculement de la guerre irrégulière dans l'infosphère, du fait des faiblesses militaires de l'ennemi asymétrique, conduit à une augmentation des coûts de la guerre en même temps qu'à un affaiblissement politique et social de son adversaire régulier. Cet enchaînement paradoxal peut se résumer en quatre étapes chronologiques, constituant quasiment un ligne d'opérations pour l'adversaire :

- Première étape : création d'un fait insurrectionnel autour d'une personnalité charismatique, développement d'une doctrine et publicité par des actes violents symboliques mais de faible portée militaire (attentats, enlèvements), créant des « vides régaliens » qui décrédibilise l'Etat. En réaction, déclenchement d'opérations de police, sans impact réel le plus souvent.
- Deuxième étape : généralisation de la violence par le recrutement de combattants (volontaire ou forcé) et création de fait d'une force irrégulière. Le projet politique de l'insurrection se structure, se diffuse et donne naissance à une propagande ouverte, à la recherche de soutiens internationaux. L'Etat (ou une partie étrangère) s'engage avec son armée : c'est le début de la guerre proprement dite.
- Troisième étape : face à l'accroissement de l'engagement militaire de l'Etat et en capitalisant sur ses succès premiers, la guérilla se structure comme une force armée régulière,

---

<sup>17</sup> Les Etats-Unis représentent à eux seuls 50% des dépenses militaires mondiales, alors qu'ils ne fournissent que 27% du PIB mondial (chiffre en baisse). La seule guerre en Iraq représenterait un coût de 2000 milliards de dollars, soit l'équivalent de 400 euros par Américain. Par comparaison, chaque Français consacre une somme équivalente chaque année pour la totalité du budget de la Défense.

allant jusqu'à se constituer en divisions interarmes comme le Vietminh<sup>18</sup>. Elle maîtrise l'emploi des feux d'infanterie dans la profondeur, peut disposer de feux indirects, fait manœuvrer ses unités. A partir de cet instant, combattant de façon dissymétrique, elle enregistre ses premières défaites militaires ponctuelles face à une armée régulière plus puissante et ne peut atteindre ses objectifs tactiques. L'enjeu devient alors le contrôle d'une zone stratégique, celle des ressources le plus souvent, comme le fut le delta du Tonkin durant la guerre d'Indochine.

- Quatrième étape : alors que le potentiel militaire de la guérilla est au plus bas, le coût humain, matériel et financier consenti pour combattre cette dernière est difficilement supporté par les forces régulières ; l'autorité politique cherche des interlocuteurs et engage des négociations pour mettre fin aux combats. « Le succès stratégique se construit sur les succès tactiques de l'adversaire<sup>19</sup>. »

Ces étapes peuvent également former un processus itératif en cas de basculement du conflit dans un pays voisin, comme la guérilla afghane s'étend aujourd'hui au Pakistan. Ce cycle peut par ailleurs se déclencher par la présence militaire d'un Etat étranger, suite à un conflit classique comme ce fut le cas en Iraq, où l'armée américaine, par sa victoire écrasante, a détruit les structures de l'Etat baasiste et favorisé l'émergence de rébellions violentes, de nature diverses et ayant chacune sa logique propre.

Si le modèle colonial français du XIX<sup>e</sup> siècle inspire aujourd'hui les stratèges américains, force est de reconnaître qu'il semble cependant difficile, voire impossible à reproduire dans les actes comme dans l'esprit. Il ne s'agit plus en effet de demeurer sur un territoire conquis dont la population serait soumise durablement à une puissance extérieure, mais d'imposer une solution politique et sécuritaire avant de quitter le pays, donc de retirer les forces qui auraient pu maintenir les gains obtenus. Les populations concernées, comme les adversaires, le savent : les opinions publiques ont joué en cela un rôle déterminant, puisqu'elles ont modifié en profondeur les conditions de la guerre en Occident par leur sensibilité au fait militaire et à son prix. En Occident seulement<sup>20</sup>.

---

<sup>18</sup> L'échec relatif de la rébellion algérienne est en partie dû à l'incapacité de l'ALN de former plus d'un bataillon, la rendant incapable de réussir cette troisième étape et se réfugiant dans l'action terroriste et politique.

<sup>19</sup> Jacques Baud, *op. cit.*

<sup>20</sup> Cf. Gérard Chaliand, *Le nouvel art de la guerre*, édition L'Archipel, 2008.

## La contre influence politique

S'il apparaît que l'action militaire se montre impuissante à obtenir un résultat déterminant dans la lutte contre un ennemi asymétrique, c'est essentiellement pour des raisons qui engagent le domaine politique. C'est donc dans ce champ qu'il convient d'agir et de se forger des outils de lutte adaptés aux caractéristiques des conflits irréguliers, afin de vaincre l'adversaire sur son territoire stratégique. « Toute conquête doit en effet, [selon Gallieni], user de la connaissance de la société que l'on entend pénétrer, l'action politique devant précéder l' 'action vive', celle-ci devant être aussi courte que possible<sup>21</sup>. » Si l'affrontement, ou l'usage de la force armée ne peut être évité, celle-ci devra autant que possible rester clandestine, afin d'échapper aux logiques de défaite démontrées supra. Plus encore, il apparaît comme indispensable pour les Etats de développer une véritable stratégie de contre influence politique afin de « désarmer » le conflit avant que celui-ci prenne une dimension militaire. Les acteurs étatiques, internationaux et privés sont autant d'outils d'anticipation pour construire une logique d'influence plus efficace dans le temps que celle d'imposition unilatérale de sa volonté : la puissance.

Pour agir face aux réseaux clandestins et échapper au piège de la médiatisation, les Etats disposent de moyens nouveaux et souples d'emploi : les services de renseignement. Si l'espionnage est en soi une activité sans âge, l'organisation et la structuration en administrations voire en outils de combats reste un héritage de la Seconde guerre mondiale comme de la Guerre froide, qui fut véritablement un affrontement de services de renseignement. Au sein des sociétés démocratiques, ils représentent un atout majeur, l'exigence publique de transparence et de publicité des informations, comme la grande réactivité des gouvernements aux opinions étant par nature peu favorable aux opérations militaires ouvertes de longue durée. Les menaces transnationales et la domination des conflits asymétriques dans le paysage sécuritaire renforcent aujourd'hui leur rôle central. Parce qu'ils agissent eux aussi dans la clandestinité, ils permettent de toucher des cibles à haute valeur ajoutée telles que des dirigeants politiques ou des chefs de réseaux, des voies d'approvisionnement en armement et en ressources financières<sup>22</sup>. Pour Lyautey, s'inspirant de l'expérience de Gallieni à Madagascar, « toute action politique doit consister à discerner et mettre à profit les éléments locaux utilisables, à neutraliser et à détruire ceux qui ne le sont pas<sup>23</sup>. » Pour ce type d'actes, ils peuvent être associés aux « forces spéciales », composantes issues des armées régulières mais agissant selon des procédés proches de ceux de la clandestinité. Ils permettent ainsi d'atteindre plus directement le (ou les) centre(s) de gravité de l'adversaire, pour peu que ces derniers aient été identifiés. Les services de renseignement permettent aussi de contrer des influences politiques afin de faire perdre leur crédit aux soutiens de l'adversaire ou à ses chefs eux-mêmes, soit en agissant directement auprès de cercles dirigeants adverses, soit en échangeant leurs données avec des services d'Etats susceptibles d'influer sur l'adversaire et ses alliés. C'est ainsi que la fin du soutien politique, financier et militaire de l'Iran à l'*Armée du Mahdi* en Iraq a été obtenu par l'action conjointe de la diplomatie officielle américaine et de la CIA, permettant une baisse de la pression sécuritaire dans le sud de l'Iraq et au général Petraeus de remporter des succès tactiques remarquables<sup>24</sup>.

---

<sup>21</sup> Gérard Chaliand, *op.cit.*

<sup>22</sup> Durant la guerre d'Algérie, le SDECE (service de documentation extérieure et de contre-espionnage) s'est illustré par la destruction de cargos d'approvisionnements en armes et munitions du FLN, participant ainsi à l'affaiblissement de son potentiel militaire.

<sup>23</sup> Maréchal Lyautey, « *Du rôle colonial de l'armée* », Revue des deux mondes, 1900.

<sup>24</sup> Alexandre Adler, *Le monde est un enfant qui joue*, éditions Grasset, 2009.

Les services de renseignement sont surtout les seuls outils étatiques à même de négocier avec des partenaires de niveau et de logique différents de ceux des Etats, de pénétrer le tissu social de l'adversaire, voire d'exploiter des discordes chez ses dirigeants ou ses soutiens. Le terrorisme, par exemple, n'est pas un instrument de combat visant des objectifs à haute valeur ajoutée militaire, mais il forme un moyen de publicité pour des revendications particulières, répondant à des situations locales dégradées. A la lutte *anti-terroriste*, qui vise à intercepter les auteurs, il est préférable de développer des mesures de *contre-terrorisme*, qui ambitionnent de désamorcer les motivations locales qui conduisent au recrutement de « combattants ». L'emploi des services de renseignement doit donc ne pas se limiter à la recherche de l'information secrète, mais s'étendre à son exploitation, son analyse, sa compréhension, pour savoir l'employer à des fins politiques immédiates. Le renseignement de documentation doit donc être privilégié au renseignement de police, dont l'effet immédiatement visible permet cependant de défendre l'existence et les budgets des organismes dédiés. En effet, les journalistes d'investigations, les lettres confidentielles, les indiscretions et les moyens modernes de diffusion des informations ne permettent pas de conserver cachée une information pour une durée longue. Dès lors, sa quête n'est plus le seul objectif, mais sa compréhension en vue d'une exploitation politique et d'une anticipation stratégique devient un enjeu de pouvoir.

Si les guerres asymétriques touchent en premier lieu les Etats « faillis », les nations occidentales connaissent aussi un repli, une transformation du rôle de l'Etat et de ses missions, donc de ses partenaires. La privatisation des fonctions régaliennes est une donnée nouvelle qui affecte le domaine de la sécurité et du renseignement, par le biais initial de l'intelligence économique. Ainsi aux services officiels viennent s'ajouter des sociétés privées, cabinets de consultants, d'influence ou de communication spécialisée. Ils ont l'avantage de cloisonner les remontées d'information vers les Etats commanditaires et de gagner en discrétion. Très usitées par les anglo-saxons (40% des activités de la CIA seraient « privatisées »), la France les emploie depuis les années 1980, sur ordre du président Mitterrand qui souhaitaient que le soutien français à l'armée nationale tchadienne, dans sa lutte contre les rebellions successives, restât confidentiel. Liés aux services de renseignement dans ce cas, les « privés » se sont montrés d'une grande efficacité pour mener des actions de contre guérilla dans la profondeur du dispositif rebelle, jusque dans les lignes libyennes, afin de briser les flux logistiques. Il faut noter que s'agissant de cet exemple, Paris eut recours à des sociétés militaires privées, forme contemporaine de mercenariat. Dans la plupart des cas, afin de maîtriser la perception politique d'une situation, il ne s'agit pas de « sous-traiter » l'application de la violence, mais la recherche de l'information, indépendamment des luttes d'influence internes aux systèmes étatiques. Or, en dehors de quelques groupes à la notoriété assurée<sup>25</sup>, la France s'est jusqu'à présent peu engagée sur cette voie, qu'il s'agisse de son administration ou de ses entreprises stratégiques.

---

<sup>25</sup> On peut citer les cabinets *Geos*, *Epée*, *Risk&Co*, *Bridging International*, *Ike* ou la *Compagnie européenne d'intelligence stratégique (CEIS)*, dirigée par le député (UMP) Olivier Darrason.

Pourtant, le rôle de ces sociétés privées va croissant comme acteurs officieux des relations internationales : l'intégration de l'Albanie dans l'OTAN doit beaucoup au cabinet d'influence américain Ridge Global LCC<sup>26</sup>, tandis que Crumpton group<sup>27</sup> est particulièrement actif en Europe orientale. L'Ukraine, la Géorgie ou la Turquie font appel à ces intermédiaires pour faciliter leurs démarches auprès des dirigeants européens et progresser sur la voie de leur intégration dans l'Union Européenne ou l'OTAN. D'autres cabinets sont spécialisés dans les situations de conflits infra étatiques pour apporter des soutiens internationaux (militaires et financiers) et effectuer des opérations d'influence au profit d'une des parties auprès des organisations internationales, l'ONU en particulier. Le rôle de ces structures doit sans aucun doute être davantage développé par les Etats eux-mêmes, s'ils ne veulent pas que des acteurs interétatiques (organisations internationales, organisations non gouvernementales, entreprises, fondations ou groupes de pression) ne prennent définitivement une position dominante dans l'architecture des relations internationales, y compris dans leurs dimensions conflictuelles. Ainsi la probabilité de conflits classiques ou asymétriques liés à l'accès aux ressources en eau potable fait l'objet d'études de la part de l'ONU ou de l'International Crisis Group par exemple, mais peu de la part des organismes d'Etat. Il en est de même pour les conséquences en matière d'exploitation des ressources énergétiques et de sécurité internationale de l'ouverture de routes maritimes au pôle Nord, alors que Russie, Etats-Unis, Norvège et Canada se livrent régulièrement à des démonstrations militaires de grande ampleur (exercices et missions de reconnaissance, en particulier aériennes) dans cette région devenue stratégique.

### **Le temps du monde fini**

« Toute politique jusqu'ici spéculait sur l'isolement des événements. Ce temps touche à sa fin. Toute action désormais fait retentir une quantité d'intérêts imprévus de toutes parts, engendre un train d'événements immédiats, un désordre de résonance dans une enceinte fermée (...) Des circonstances très éloignées changent l'ami en ennemi, l'ennemi en allié, la victoire en défaite. Les plus experts se trompent : le paradoxe règne<sup>28</sup>. »

Plusieurs années avant la Seconde guerre mondiale, Paul Valéry avait compris que l'action de chacun des Etats produit désormais des effets sur l'ensemble du spectre géopolitique, modifiant les équilibres comme les perceptions. Sur le plan militaire, le déclenchement d'hostilités peut conduire des puissances régionales à créer des coalitions de fait, à soutenir l'un des adversaires sinon publiquement, du moins par la fourniture d'armes, d'argent ou d'une tribune politique. Dans le cadre d'un affrontement asymétrique, cette situation est un déclencheur pour la défaite inéluctable de l'armée régulière engagée dans le conflit. L'époque contemporaine nous apprend que le rejet des valeurs occidentales dans certaines parties du monde suffit à créer de telles alliances, aussi bien sur les champs de bataille que dans les enceintes internationales<sup>29</sup>. Car ces dernières sont devenues des terrains d'affrontement où les équilibres du monde sont jugés au crible de la relation « humiliant-humilié », qu'elle soit réelle ou fantasmée. L'une des conséquences de cet état de fait réside dans la difficulté à justifier la *Responsability to protect* au sein de l'Assemblée générale de l'ONU pour permettre la mise sur pied d'une opération de maintien de la Paix, en particulier si cette dernière est proposée par un pays occidental, comme ce fut le cas pour les missions au Tchad

---

<sup>26</sup> Tom Ridge fut secrétaire du *Department of Homeland security* aux Etats-Unis.

<sup>27</sup> Henry A. Crumpton fut coordinateur du contre-terrorisme au Département d'Etat américain.

<sup>28</sup> Paul Valéry, *Regards sur le monde actuel*, 1931, réédition Gallimard, 1945.

<sup>29</sup> Jean Ziegler, *La haine de l'occident*, édition Albin Michel, 2008

et Centrafrique ou au Soudan. La crédibilité et la capacité des nations occidentales à peser sur l'avenir du monde repose désormais davantage sur leur influence politique que sur leur puissance, sur le plan militaire en particulier.

Services officiels et « sous-traitants » officieux forment ainsi un instrument d'influence et de contre influence politique, mais aussi d'anticipation de la « surprise stratégique » contre laquelle les armées françaises, par la voix de leur chef d'état-major, le général Georgelin, cherchent à se prémunir. L'anticipation reste en effet le seul moyen de prendre l'ascendant sur la volonté politique de l'adversaire afin d'éviter l'écueil de l'affrontement militaire : « faire d'un adversaire un ami, but stratégique ultime qu'on obtiendra jamais par la menace ou l'emploi de la force seule<sup>30</sup>. » Ce but demande que soit développée une politique internationale ambitieuse, nécessairement multilatérale, qui conserve une vision précise des valeurs qu'elle porte comme des intérêts qu'elle défend. Si son rôle est de veiller à éviter le conflit, elle ne doit pas s'interrompre lorsque ce dernier prend corps. En effet, les outils d'anticipation et d'analyse des crises n'ont de valeur que par la volonté de les employer : la réponse aux conflits asymétriques, si elle ne peut être militaire, doit être politique. Le paradigme qui veut que la sécurisation précède toute autre action mérite d'être révisé, car l'action des forces armées ne trouvera aucune légitimité si une solution d'avenir n'est pas présentée aux populations concernées, qui justifie que des moyens militaires la défendent. L'inverse est faux, car la guerre ne peut trouver de raison d'être que par et pour la politique, elle ne peut être une fin en soi. Dans ce cas, elle ne génère en effet que haine et frustrations qui sapent par avance toute tentative de reconstruction régaliennne et sociale. La guerre asymétrique reste clausewitzienne.

Les modes de résolution des conflits asymétriques doivent intégrer, dès le début des affrontements, un projet politique, associant les élites locales comme les acteurs régionaux, fondé sur les renseignements collectés et les analyses de situation de services spécialisés, comme de tous les vecteurs de collecte d'informations. Parmi ces derniers, il faut intégrer les juristes et les personnels humanitaires engagés dans organismes de promotion des Droits de l'Homme. En effet, au-delà de la diffusion de valeurs structurantes, ces organismes sont des veilleurs attentifs de l'évolution des conflits et de leur impact direct sur les populations et les structures des Etats concernés. Ils sont donc au cœur des projets de reconstruction, comme ils sont des collecteurs d'informations à caractère essentiellement politique. Fonder de tels projets demande de former et d'engager une classe de personnels *politiques*, et de les associer dès l'origine de l'engagement aux côtés des chefs militaires. Sans pour autant établir de liens de subordination, l'association entre les décideurs permet de pallier les carences tactiques pour endiguer les phénomènes de terrorisme et de guérilla. Car les deux points faibles de ces modes d'actions restent leur capacité à recruter des volontaires, d'autant plus difficile que les populations pourront entrevoir un avenir différent du cycle de la violence et de la vengeance, fondé sur l'Etat de droit et le développement économique, au sein desquels ils doivent être en position de codécision. Lyautey encore : « comme pour toute entreprise industrielle, la mise de fond doit être aussi large et aussi rapide que possible [...] Le premier point à établir, c'est qu'il ne faut à aucun prix administrer directement tout le pays. Toute organisation se rapprochant plus ou moins de l'administration directe nécessiterait un personnel tout à fait hors de proportion avec le chiffre de la population. La base du régime doit être le protectorat<sup>31</sup>. » En termes contemporains, cela signifie une administration internationale, ou une délégation à la nation « occupante » basée une légitimité internationale, donc relevant des Nations Unies.

---

<sup>30</sup> Amiral Adam, « *Modèles de conflits post-modernes* », Europäische Sicherheit, 2006.

<sup>31</sup> Maréchal Lyautey, *op.cit.*

De tels acteurs politiques demandent une culture de l'engagement au sein des théâtres d'opérations. Les personnels des organisations internationales ont dans ce domaine une riche expérience, mais les administrations nationales, qui disposent des ressources et de la volonté politique (les forces armées étant fournies par les Etats) sont le plus souvent absentes. La disparition du Service national en France a contribué à éloigner les élites militaires et civiles. Un des axes de sensibilisation pourrait ainsi résider dans une formation commune au Collège interarmées de défense et l'Ecole nationale d'administration. Que les futurs préfets, administrateurs, membres de cabinets ministériels et diplomates soient sensibilisés à la stratégie semble aussi important que les officiers soient initiés aux logiques propres de la politique. Tous deux marchent ensemble depuis la nuit des temps et le cloisonnement des corps d'Etat ne peut que nuire à une compréhension globale des champs de bataille contemporains. D'autres structures de formation peuvent être imaginées, comme le fut l'Ecole coloniale, devenue l'Ecole française d'outre-mer. Cette dernière contribua à former les ingénieurs, cadres administratifs et entrepreneurs dont les nouveaux territoires avaient besoin pour se développer et être pacifiés. Son succès, indéniable, se lit à travers le nombre de futurs chefs d'Etat et membres des gouvernements constitués après les indépendances, qui furent formés par la France au sein de cette école et qui constituèrent les premières élites de leur pays.

A l'échelle des théâtres d'opérations, plusieurs officiers<sup>32</sup> ont émis l'idée de former des structures de service militaire adapté, sur le modèle des unités présentes dans les territoires français d'outre-mer, afin de former les populations et contribuer au développement local. Les forces de l'OTAN présentes en Afghanistan ont constitué des équipes provinciales de reconstruction, auxquelles la France ne s'est pas associé. On peut cependant s'interroger sur le fait que l'encadrement strictement militaire de telles équipes vienne brouiller le message d'apaisement qu'elles sont censées véhiculer. Dans tous les cas, ces expériences demanderont du temps pour donner des fruits. Nos sociétés sont-elles prêtes à consentir un tel investissement ?

\*\*\*

---

<sup>32</sup> Le colonel Michel Goya et le chef de bataillon Hugues Esquerre en particulier.

« Il n'y a pas de pas de solution militaire » : cet avertissement du général de Gaulle aux Etats-Unis lors du discours de Pnom-Penh en 1965 doit interpeller les décideurs politiques et militaires de notre temps. Car s'engager dans un combat de nature asymétrique est aujourd'hui synonyme de défaite, tant nos sociétés ne sont plus adaptées à mener une guerre par essence longue et coûteuse, tant sur le terrain physique de l'engagement<sup>33</sup> que sur celui, subjectif, de l'information. Les défis sécuritaires contemporains doivent trouver des réponses dans l'action clandestine et ciblée, qui n'est elle-même qu'une conséquence d'un échec politique. C'est en effet sur ce plan que doit se bâtir une stratégie d'influence préventive, reposant sur des outils d'anticipation, qu'ils soient publics ou privés. Etre capable de voir loin, c'est avoir la capacité de choisir, d'être « intelligent » : choisir la menace, celle qui fait peser un danger immédiat ou qui pourra, si elle n'est pas réduite, devenir trop importante pour être jugulée par des moyens de lutte aujourd'hui comptés.

En effet, le plus grand risque que les guerres asymétriques font courir aux nations occidentales n'est-il pas de les détourner d'une menace plus grande encore que les guérillas qu'elles doivent affronter ? Concentrer des moyens financiers et militaires, orienter la politique de Défense, sa doctrine et les choix d'équipements vers le combat de contre insurrection ne doit pas faire oublier la résurgence de menaces majeures sur la scène internationale, sans doute plus « classiques » ou combinant plusieurs modes d'action, à l'image de la guerre de Géorgie en juillet 2008, ou du durcissement des conflits africains tels que ceux opposants le Tchad et le Soudan<sup>34</sup>. Le réarmement massif de la Chine, de l'Inde ou de la Russie, les conséquences géostratégiques des bouleversements climatiques, les interdépendances financières de puissances comme les Etats-Unis et la Chine sont autant de facteurs de déstabilisation, voire de conflits à venir, que les armées doivent intégrer et auxquels elles devront être en mesure de répondre. Personne ne peut prophétiser comment ces conflits potentiels se dérouleraient, pas davantage que les choix politiques que les Etats devraient faire dès à présent. La voie de l'abandon des guerres irrégulières au profit d'une modernisation des équipements militaires, à l'instar de celle suivie par le général de Gaulle dès 1960, est-elle pour autant pertinente ? L'asymétrie n'est pas en effet l'apanage des pays en développement, comme en témoigne le livre des colonels chinois Qiao et Wang, écrit en 1999 : « La guerre au-delà des règles : jugement de la guerre et des méthodes de guerre à l'ère de la mondialisation. » Adaptée à des armées modernes et à des puissances mondiales, l'asymétrie est une arme dont nul ne peut se prémunir. Constitue-t-elle la stratégie de l'avenir ou agit-elle comme un leurre de la pensée ? Dans tous les cas, à la lecture de l'ouvrage des officiers chinois, comme à l'observation des conflits caucasiens, on comprend que l'engagement actuel en Afghanistan, s'il est une priorité de l'instant, ne peut constituer l'alpha et l'oméga des guerres du nouveau siècle.

---

<sup>33</sup> Les guerres coloniales furent cependant peu coûteuses en vies humaines parmi les armées occidentales au regard des guerres classiques, selon les standards démographiques et sociologiques du siècle dernier, bouleversés après les hécatombes des guerres mondiales. Ainsi les combats de décolonisation, quant à eux, ont touché particulièrement les opinions publiques.

<sup>34</sup> L'armée tchadienne dispose aujourd'hui de chars, véhicules blindés et d'avions d'attaque au sol, bouleversant les rapports de force dans une aire géographique et culturelle où la guerre est fondée sur l'emploi du *rezzou*, un raid dans la profondeur effectué par des moyens légers et rapides.

Il est plus que jamais nécessaire d'avoir une claire vision de la possibilité de guerre, de sa propre vulnérabilité, afin de mobiliser les forces morales de nos sociétés et se forger les outils politiques et militaires pour y faire face. Si Lawrence misait la victoire sur le facteur algébrique, les Européens devraient à présent se concentrer sur le facteur psychologique. La guerre asymétrique nous montre désormais que nous sommes désarmés et que nous pouvons perdre. Le rêve européen d'un futur sans ennemi et de risques sans menaces a vécu.